

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 62

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre du revenu

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi fait suite au discours sur le budget du 18 avril 1978, qui annonçait une augmentation de l'impôt sur le tabac.

Art. 1. Cet article prévoit que l'impôt sur les cigarettes passe de .8 cent à 1.08 cents par cigarette, que le taux de l'impôt sur les cigares et le tabac à pipes passe de 25 à 30 pour cent et que l'impôt sur les cigares dont le prix de vente n'excède pas dix cents est porté à 2 cents.

Art. 2. Cet article a pour but d'éviter que les augmentations touchant l'impôt sur le tabac n'affectent les versements effectués par le ministère du revenu au fonds spécial olympique.

Projet de loi n° 62

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[**1.** L'article 8 de la Loi de l'impôt sur le tabac (Statuts refondus, 1964, chapitre 72), remplacé par l'article 1 du chapitre 29 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 1 du chapitre 32 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 21 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**8.** Chaque consommateur doit, lors de l'achat de tabac en cette province, pour fins de consommation par lui-même ou par un autre, payer à Sa Majesté du chef de la province un impôt au taux de trente pour cent du prix de vente en détail.

Dans le cas d'achat de cigarettes, l'impôt ainsi payable est d'un cent et huit centièmes par cigarette.

Dans le cas d'achat de cigares dont le prix de vente en détail n'excède pas dix cents l'unité, l'impôt ainsi payable est de deux cents par cigare.»]]

[[**2.** L'article 24a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 21 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**24a.** En vue d'aider au financement des installations olympiques, le ministre du revenu doit verser mensuellement au fonds spécial olympique institué par le chapitre 14 des lois de 1976, un montant égal, pour chaque mois, à 48 pour cent de la taxe perçue au cours du mois précédent en vertu de la présente loi telle qu'elle se lisait le 18 avril 1978.»]]

3. L'article 1 a effet à compter du 19 avril 1978.

- 4.** L'article 2 a effet à compter du 1^{er} mai 1978.
- 5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.